

MONDO TV France

52-54 rue Gérard
75013 Paris

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2022

Le 1er juin 2023

MONDO TV France

Exercice clos le 31 décembre 2022

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

A l'Assemblée Générale de la société MONDO TV France,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision de l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société MONDO TV France relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative

résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris, le 1er juin 2023


BDO PARIS
Représenté par Anne-Catherine FARLAY
Commissaire aux comptes

BILAN ACTIF

Période du 01/01/2022 au 31/12/2022

Présenté en Euros

Edité le 10/04/2023

| ACTIF | Exercice clos le 31/12/2022 (12 mois) | | | | Exercice précédent 31/12/2021 (12 mois) | |
|---|---|-------------------|------------------|---------------|---|---------------|
| | Brut | Amort. & Prov | Net | % | Net | % |
| Capital souscrit non appelé (0) | | | | | | |
| Actif Immobilisé | | | | | | |
| Frais d'établissement | | | | | | |
| Recherche et développement | | | | | | |
| Concessions, brevets, marques, logiciels et droits similaires | 27 880 749 | 26 321 422 | 1 559 327 | 21,95 | 1 170 298 | 16,73 |
| Fonds commercial | | | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | 3 258 026 | | 3 258 026 | 45,85 | 2 655 433 | 37,96 |
| Avances & acomptes sur immobilisations incorporelles | | | | | | |
| Terrains | | | | | | |
| Constructions | | | | | | |
| Installations techniques, matériel & outillage industriels | | | | | | |
| Autres immobilisations corporelles | 269 579 | 215 644 | 53 935 | 0,76 | 64 885 | 0,93 |
| Immobilisations en cours | | | | | | |
| Avances & acomptes | | | | | | |
| Participations évaluées selon mise en équivalence | | | | | | |
| Autres Participations | | | | | | |
| Créances rattachées à des participations | | | | | | |
| Autres titres immobilisés | | | | | | |
| Prêts | | | | | | |
| Autres immobilisations financières | 10 245 | | 10 245 | 0,14 | 21 495 | 0,31 |
| TOTAL (I) | 31 418 599 | 26 537 066 | 4 881 533 | 68,70 | 3 912 111 | 55,92 |
| Actif circulant | | | | | | |
| Matières premières, approvisionnements | | | | | | |
| En cours de production de biens | | | | | | |
| En cours de production de services | | | | | | |
| Produits intermédiaires et finis | | | | | | |
| Marchandises | | | | | | |
| Avances & acomptes versés sur commandes | | | | | | |
| Clients et comptes rattachés | 485 598 | | 485 598 | 6,83 | 1 190 605 | 17,02 |
| Autres créances | | | | | | |
| . Fournisseurs débiteurs | 3 570 | | 3 570 | 0,05 | 10 982 | 0,16 |
| . Personnel | | | | | 16 254 | 0,23 |
| . Organismes sociaux | 630 | | 630 | 0,01 | | |
| . Etat, impôts sur les bénéfices | | | | | 219 257 | 3,13 |
| . Etat, taxes sur le chiffre d'affaires | 29 975 | | 29 975 | 0,42 | 41 742 | 0,60 |
| . Autres | 1 050 156 | | 1 050 156 | 14,78 | 1 155 699 | 16,52 |
| Capital souscrit et appelé, non versé | | | | | | |
| Valeurs mobilières de placement | | | | | | |
| Instrument financiers à terme et jetons détenus | | | | | | |
| Disponibilités | 627 824 | | 627 824 | 8,84 | 430 273 | 6,15 |
| Charges constatées d'avance | 25 805 | | 25 805 | 0,36 | 19 087 | 0,27 |
| TOTAL (II) | 2 223 557 | | 2 223 557 | 31,30 | 3 083 899 | 44,08 |
| Charges à répartir sur plusieurs exercices (III) | | | | | | |
| Primes de remboursement des obligations (IV) | | | | | | |
| Ecarts de conversion et différences d'évaluation actif (V) | | | | | | |
| TOTAL ACTIF (0 à V) | 33 642 156 | 26 537 066 | 7 105 090 | 100,00 | 6 996 010 | 100,00 |

| PASSIF | Exercice clos le 31/12/2022 (12 mois) | | Exercice précédent 31/12/2021 (12 mois) | |
|--|---|--------|---|--------|
| Capitaux propres | | | | |
| Capital social ou individuel (dont versé : 2 029 729) | 2 029 729 | 28,57 | 2 029 729 | 29,01 |
| Primes d'émission, de fusion, d'apport ... | 1 570 271 | 22,10 | 1 570 271 | 22,45 |
| Ecart de réévaluation | | | | |
| Réserve légale | 110 000 | 1,55 | 110 000 | 1,57 |
| Réserves statutaires ou contractuelles | | | | |
| Réserves réglementées | | | | |
| Autres réserves | | | | |
| Report à nouveau | -1 998 523 | -28,12 | -1 633 155 | -23,33 |
| Résultat de l'exercice | -267 718 | -3,76 | -365 368 | -5,21 |
| Subventions d'investissement | 657 192 | 9,25 | 433 538 | 6,20 |
| Provisions réglementées | | | | |
| TOTAL (I) | 2 100 951 | 29,57 | 2 145 016 | 30,66 |
| Produits des émissions de titres participatifs | | | | |
| Avances conditionnées | | | | |
| TOTAL (II) | | | | |
| Provisions pour risques et charges | | | | |
| Provisions pour risques | | | | |
| Provisions pour charges | | | | |
| TOTAL (III) | | | | |
| Emprunts et dettes | | | | |
| Emprunts obligataires convertibles | | | | |
| Autres Emprunts obligataires | 764 | 0,01 | | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | | | | |
| . Emprunts | 1 394 815 | 19,63 | 2 925 281 | 41,81 |
| . Découverts, concours bancaires | 552 694 | 7,78 | 201 865 | 2,89 |
| Emprunts et dettes financières diverses | | | | |
| . Divers | | | 41 889 | 0,60 |
| . Associés | 530 769 | 7,47 | 300 000 | 4,29 |
| Avances & acomptes reçus sur commandes en cours | | | | |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 1 298 540 | 18,28 | 535 008 | 7,65 |
| Dettes fiscales et sociales | | | | |
| . Personnel | 33 782 | 0,48 | 21 528 | 0,31 |
| . Organismes sociaux | 44 293 | 0,62 | 119 597 | 1,71 |
| . Etat, impôts sur les bénéfices | | | | |
| . Etat, taxes sur le chiffre d'affaires | 8 309 | 0,12 | 57 081 | 0,82 |
| . Etat, obligations cautionnées | | | | |
| . Autres impôts, taxes et assimilés | 5 099 | 0,07 | 18 923 | 0,27 |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | | | |
| Autres dettes | 1 681 | 0,02 | 405 | 0,01 |
| Instruments financiers à terme | | | | |
| Produits constatés d'avance | 1 133 391 | 15,95 | 629 419 | 9,00 |
| TOTAL (IV) | 5 004 139 | 70,43 | 4 850 995 | 69,34 |
| Ecart de conversion et différences d'évaluation passif (V) | | | | |
| TOTAL PASSIF (I à V) | 7 105 090 | 100,00 | 6 996 010 | 100,00 |

COMPTE DE RÉSULTAT

Période du 01/01/2022 au 31/12/2022

Présenté en Euros

Edité le 10/04/2023

| COMPTE DE RÉSULTAT | Exercice clos le 31/12/2022 (12 mois) | | Exercice précédent 31/12/2021 (12 mois) | | Variation absolue (12 / 12) | | % | |
|---|---|-------------|---|--------|-----------------------------------|--------|-------------------|---------------|
| | France | Exportation | Total | % | Total | % | Variation | % |
| Ventes de marchandises | | | | | | | | |
| Production vendue biens | | | | | | | | |
| Production vendue services | 831 475 | | 831 475 | 100,00 | 2 317 852 | 100,00 | -1 486 377 | -64,12 |
| Chiffres d'Affaires Nets | 831 475 | | 831 475 | 100,00 | 2 317 852 | 100,00 | -1 486 377 | -64,12 |
| Production stockée | | | | | | | | |
| Production immobilisée | | | 1 783 730 | 214,53 | 2 912 124 | 125,64 | -1 128 394 | -38,74 |
| Subventions d'exploitation | | | 36 000 | 4,33 | 247 779 | 10,69 | -211 779 | -85,46 |
| Reprises sur amortis. et prov., transfert de charges | | | 511 660 | 61,54 | 300 130 | 12,95 | 211 530 | 70,48 |
| Autres produits | | | 114 084 | 13,72 | 112 845 | 4,87 | 1 239 | 1,10 |
| Total des produits d'exploitation (I) | | | 3 276 949 | 394,11 | 5 890 729 | 254,15 | -2 613 780 | -44,36 |
| Achats de marchandises (y compris droits de douane) | | | | | | | | |
| Variation de stock (marchandises) | | | | | | | | |
| Achats de matières premières et autres approvisionnements | | | | | | | | |
| Variation de stock (matières premières et autres approv.) | | | | | | | | |
| Autres achats et charges externes | | | 1 908 732 | 229,56 | 2 649 463 | 114,31 | -740 731 | -27,95 |
| Impôts, taxes et versements assimilés | | | 14 404 | 1,73 | 22 632 | 0,98 | -8 228 | -36,35 |
| Salaires et traitements | | | 416 341 | 50,07 | 705 390 | 30,43 | -289 049 | -40,97 |
| Charges sociales | | | 172 068 | 20,69 | 91 839 | 3,96 | 80 229 | 87,36 |
| Dotations aux amortissements sur immobilisations | | | 607 366 | 73,05 | 2 308 882 | 99,61 | -1 701 516 | -73,68 |
| Dotations aux provisions sur immobilisations | | | 300 000 | 36,08 | 400 000 | 17,26 | -100 000 | -24,99 |
| Dotations aux provisions sur actif circulant | | | | | | | | |
| Dotations aux provisions pour risques et charges | | | | | | | | |
| Autres charges | | | 97 205 | 11,69 | 198 229 | 8,55 | -101 024 | -50,95 |
| Total des charges d'exploitation (II) | | | 3 516 115 | 422,88 | 6 376 434 | 275,10 | -2 860 319 | -44,85 |
| RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II) | | | -239 166 | -28,75 | -485 705 | -20,94 | 246 539 | 50,76 |
| Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun | | | | | | | | |
| Bénéfice attribué ou perte transférée (III) | | | | | | | | |
| Perte supportée ou bénéfice transféré (IV) | | | | | | | | |
| Produits financiers de participations | | | | | | | | |
| Produits des autres valeurs mobilières et créances | | | | | | | | |
| Autres intérêts et produits assimilés | | | | | | | | |
| Reprises sur provisions et transferts de charges | | | | | | | | |
| Différences positives de change | | | | | | | | |
| Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement | | | | | | | | |
| Total des produits financiers (V) | | | | | | | | |
| Dotations financières aux amortissements et provisions | | | | | | | | |
| Intérêts et charges assimilées | | | 70 191 | 8,44 | 98 095 | 4,23 | -27 904 | -28,44 |
| Différences négatives de change | | | | | | | | |
| Charges nettes sur cessions valeurs mobilières placements | | | | | | | | |
| Total des charges financières (VI) | | | 70 191 | 8,44 | 98 095 | 4,23 | -27 904 | -28,44 |
| RÉSULTAT FINANCIER (V-VI) | | | -70 191 | -8,43 | -98 095 | -4,22 | 27 904 | 28,45 |
| RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I-II+III-IV+V-VI) | | | -309 357 | -37,20 | -583 800 | -25,18 | 274 443 | 47,01 |

COMPTE DE RÉSULTAT

Période du 01/01/2022 au 31/12/2022

Présenté en Euros

Edité le 10/04/2023

| COMPTE DE RÉSULTAT (suite) | Exercice clos le 31/12/2022 (12 mois) | | Exercice précédent 31/12/2021 (12 mois) | | Variation absolue (12 / 12) | % |
|--|---|---------------|---|---------------|-----------------------------------|---------------|
| Produits exceptionnels sur opérations de gestion | 41 889 | 5,04 | | | 41 889 | N/S |
| Produits exceptionnels sur opérations en capital | 345 886 | 41,60 | 1 740 962 | 75,11 | -1 395 076 | -80,12 |
| Reprises sur provisions et transferts de charges | | | | | | |
| Total des produits exceptionnels (VII) | 387 775 | 46,64 | 1 740 962 | 75,11 | -1 353 187 | -77,72 |
| Charges exceptionnelles sur opérations de gestion | 249 | 0,03 | 825 | 0,04 | -576 | -69,81 |
| Charges exceptionnelles sur opérations en capital | | | | | | |
| Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions | 345 886 | 41,60 | 1 740 962 | 75,11 | -1 395 076 | -80,12 |
| Total des charges exceptionnelles (VIII) | 346 136 | 41,63 | 1 741 787 | 75,15 | -1 395 651 | -80,12 |
| RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII) | 41 639 | 5,01 | -825 | -0,03 | 42 464 | N/S |
| Participation des salariés (IX) | | | | | | |
| Impôts sur les bénéfices (X) | | | -219 257 | -9,45 | 219 257 | -100,00 |
| Total des Produits (I+III+V+VII) | 3 664 724 | 440,75 | 7 631 690 | 329,26 | -3 966 966 | -51,97 |
| Total des Charges (II+IV+VI+VIII+IX+X) | 3 932 442 | 472,95 | 7 997 059 | 345,02 | -4 064 617 | -50,82 |
| RÉSULTAT NET | -267 718 | -32,19 | -365 368 | -15,75 | 97 650 | 26,73 |
| | <i>Perte</i> | | <i>Perte</i> | | | |
| Dont Crédit-bail mobilier | | | | | | |
| Dont Crédit-bail immobilier | | | | | | |

SA MONDO TV FRANCE

« *Production Audiovisuelle de films d'animation* »

Société anonyme au capital de 2 029 729,16 €

RCS PARIS : 489 553 743

Siège social : 52, rue Gérard 75013 PARIS

Comptes annuels : ANNEXE

Aux états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2022

La société SA MONDO TV France se caractérise par les données suivantes au 31 décembre 2022 :

| | |
|--------------------|-------------|
| Total du bilan | 7 105 090 € |
| Chiffre d'affaires | 831 475 € |
| Déficit | 267 718 € |

La présente annexe fait partie intégrante des états financiers de la société SA MONDO TV FRANCE pour l'exercice ouvert du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2022, soit 12 mois d'exploitation.

Le sommaire est le suivant :

1. Règles et méthodes comptables
 - 1.1. Immobilisations corporelles
 - 1.2. Immobilisations incorporelles
 - 1.2.1. Les séries audiovisuelles d'animations terminées
 - 1.2.2. Les séries audiovisuelles d'animation en cours
 - 1.2.3. Les frais préliminaires
 - 1.2.4. Méthode d'amortissement
 - 1.2.5. Dépréciations
 - 1.3. Les autres immobilisations incorporelles
 - 1.3.1. Les logiciels
 - 1.4. Immobilisations financières
 - 1.5. Créances clients et autres créances
 - 1.6. Capital
 - 1.7. Subventions d'investissement
 - 1.8. Co-producteurs
 - 1.9. Produits constatés d'avance
 - 1.10. Crédit d'impôt

2. Complément d'informations relatives au bilan, au compte de résultat
 - 2.1. Immobilisations et amortissements
 - 2.2. État des créances
 - 2.3. Éléments relevant des entreprises liées
 - 2.4. Produits à recevoir et charges constatées d'avance
 - 2.5. Charges à payer
 - 2.6. Capitaux propres
 - 2.7. État des échéances des dettes
 - 2.8. Ventilation du chiffre d'affaires
 - 2.9. Incidences des évaluations fiscales dérogatoires sur le résultat de l'exercice
3. Informations complémentaires
 - 3.1. Situation fiscale latente
 - 3.2. Rémunération, avances et crédits alloués aux dirigeants
 - 3.3. Effectif
 - 3.4. Engagements de complément de retraite
 - 3.5. Honoraire du commissaire aux comptes
 - 3.6. Engagements hors bilan reçus
 - 3.7. Engagements hors bilan consentis
 - 3.8. Consolidation
 - 3.9. Événement post-clôture
 - 3.10. Événement significatif de l'exercice

1. Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du règlement ANC 2016-08 et du plan comptable général 2014.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

1.1. Immobilisations corporelles

Les règles concernant la définition, la comptabilisation, l'évaluation, l'amortissement et la dépréciation des immobilisations corporelles sont définies par le règlement n°2014-03 du 6 juin 2014.

Une analyse des immobilisations a été effectuée, il en ressort qu'aucun matériel n'est constitué de composant ayant une durée de vie différente. Aucune décomposition n'est donc nécessaire.

Concernant les durées d'amortissements : les durées antérieurement appliquées correspondent à des durées réelles d'utilisation. Après étude aucun retraitement n'est pratiqué.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction la durée de vie prévue :

- Matériel professionnel : 2 à 5 ans
- Matériel informatique : 2 à 5 ans
- Agencements-installations : 8 à 10 ans
- Matériel de transport : 4 ans

1.2. Immobilisations incorporelles

1.2.1. Les séries audiovisuelles d'animations terminées

Les séries audiovisuelles d'animations terminées sont valorisées à leur prix de revient. Le prix de revient est calculé à partir des apports et des charges directement affectables, y compris les droits d'auteurs. Les frais financiers sont inclus dans le coût du film. La base d'amortissement est constituée par le prix de revient diminué des apports des co-producteurs.

1.2.2. Les séries audiovisuelles d'animation en cours

Pour les séries audiovisuelles d'animation en cours le même principe de valorisation est adopté. Les parts de co-production et les aides figurent au passif du bilan, soit en produits constatés d'avance ou en dettes sur immobilisations.

1.2.3. Les frais préliminaires

Les frais préliminaires sur des productions en cours de développement sont immobilisés que si à la clôture de l'exercice ils ont des probabilités d'aboutir.

1.2.4. Méthode d'amortissement

L'application des règlements CRC n°2002-10, CRC 2003-07 et CRC 2004-06 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs implique que le mode d'amortissement reflète le rythme de consommation des avantages économiques futurs.

Cet amortissement économique doit être pratiqué sur la valeur brute de l'immobilisation incorporelle, déduction faite de l'amortissement sur subventions CNC pour lesquelles un agrément définitif a été obtenu. (Amortissement prioritaire sur les subventions)

La société a décidé d'appliquer le dispositif doctrinal de 1952 à savoir, les producteurs d'œuvres audiovisuelles et les distributeurs de films cinématographiques peuvent calculer l'amortissement de leurs films ou de leurs droits selon des modalités particulières.

Chaque film ou droit peut tout d'abord être amorti, à la clôture de l'exercice, à hauteur des recettes nettes provenant de son exploitation au cours de ce même exercice.

L'amortissement d'une œuvre non complètement amortie, peut être complété à due concurrence par prélèvement sur les recettes nettes disponibles d'autres films dans la limite de la date Dernier Tour Manivelle.

L'amortissement d'une œuvre peut être amorti linéairement à compter de la date du visa ou du PAD sur 3 ans.

1.2.5. Dépréciations

Chacune des œuvres du catalogue est dépréciée si sa valeur actuelle est devenue inférieure à sa valeur nette comptable.

La valeur actuelle est la valeur la plus élevée de la valeur vénale et de la valeur d'usage.

La valeur vénale est le montant qui pourrait être obtenu, à la date de clôture, de la vente d'un actif lors d'une transaction conclue à des conditions normales de marché, net des coûts de sortie.

La valeur d'usage d'un actif est la valeur des avantages économiques futurs attendus de son utilisation et de sa sortie.

La société détermine la valeur d'usage de ses œuvres en fonction entre autre de l'actualisation des flux nets de trésorerie attendus. Les flux nets de trésorerie attendus proviennent des prévisions de recettes établies par les distributeurs à la demande de la Direction. La réalisation des prévisions de recettes peut présenter un caractère incertain. S'il s'avère que la valeur d'usage est inférieure à la valeur nette comptable de l'œuvre, une dépréciation est constatée

1.3. Les autres immobilisations incorporelles

1.3.1. Les logiciels

Les logiciels sont évalués à leur coût d'achat et amortis sur un an.

1.4. Immobilisations financières

Les immobilisations financières concernent des dépôts de garantie pour des loyers, des cautions remises aux fournisseurs.

1.5. Créances clients et autres créances

Les créances sont évaluées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque le recouvrement devient aléatoire.

1.6. Capital

Le capital correspond aux apports fait par l'actionnaire unique lors de la constitution de la société et lors des augmentations de capital intervenues. Mondo TV France est la filiale de la société de droit italien Mondo TV S.P.A. Les primes d'émissions résultent de la conversion des obligations effectuées au cours de l'exercice.

1.7. Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement concernent les subventions du CNC, des collectivités publiques et du programme européen MEDIA pour la production des œuvres. Dans l'hypothèse où la subvention d'investissement serait conditionnée à des critères spécifiques, par mesure de prudence, nous ne constatons que les sommes encaissées.

Ces subventions sont rapportées au résultat en produits exceptionnels de l'exercice au

cours duquel les œuvres ont obtenu leur PAD ou leur visa d'exploitation. Elles sont neutralisées par une dotation aux amortissements du même montant en charges exceptionnelles.

1.8. Co-producteurs

Les apports coproducteurs sont comptabilisés au passif du bilan lorsque l'œuvre est en cours de production.

1.9. Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance concernent des financements engagés pour des films en cours et dont la contrepartie est constatée pour partie en facture à établir.

1.10. Crédit d'impôt

Les articles 220 sexies, 220 F et 223 O du code général des impôts instituent pour les œuvres cinématographiques et audiovisuelles, un crédit d'impôt calculé sur des dépenses spécifiques de production.

Ce dispositif est encadré par deux agréments délivrés par le Centre National de la cinématographie, l'un provisoire et l'autre définitif délivré une fois l'œuvre terminée. Cet agrément définitif atteste que l'œuvre a effectivement rempli les conditions permettant de bénéficier du crédit d'impôt.

Le crédit d'impôt est calculé année par année et constaté comptablement au crédit du compte "695 - impôt sur les sociétés" par la contrepartie du compte "444 – Créance d'impôt sur les sociétés" à l'actif du bilan que le film soit en cours ou terminé.

2. Complément d'informations relatives au bilan, au compte de résultat

2.1. Immobilisations et amortissements

Les mouvements des immobilisations et des amortissements sont retracés dans les tableaux ci-dessous :

| Immobilisations | Valeurs brutes au 01/01/2022 | Acquisitions / Virement de poste à poste | Cessions / virement de poste à poste | Valeurs brutes au 31/12/2022 |
|--------------------------------------|---------------------------------|--|--|---------------------------------|
| Immobilisations Incorporelles | 29 424 276 | 2 964 867 | 1 250 368 | 31 138 775 |
| Films | 26 638 856 | 1 181 137 | 69 231 | 27 750 763 |
| Films en cours | 2 655 433 | 1 783 730 | 1 181 137 | 3 258 026 |
| Application smartphone | 102 826 | | | 102 826 |
| Logiciels | 27 161 | | | 27 161 |
| Immobilisations Corporelles | 259 585 | 9 994 | 0 | 269 579 |
| Agencement | 75 325 | 9 994 | | 85 319 |
| Matériel de bureau | 170 022 | | | 170 022 |
| Matériel de transport | 14 238 | | | 14 238 |
| Immobilisations financières | 21 495 | 0 | 11 250 | 10 245 |
| Dépôts et cautionnements | 21 495 | | 11 250 | 10 245 |
| Actif immobilisé | 29 705 356 | 2 974 861 | 1 261 618 | 31 418 599 |

| Amortissements | Amortissements au 01/01/2022 | Dotations | Reprises | Amortissements au 31/12/2022 |
|--------------------------------------|---------------------------------|----------------|----------|---------------------------------|
| Immobilisations Incorporelles | 24 689 112 | 932 309 | 0 | 25 621 421 |
| Films | 24 560 134 | 931 300 | 0 | 25 491 435 |
| Application smartphone | 102 826 | | | 102 826 |
| Logiciels | 26 152 | 1 008 | 0 | 27 161 |
| Immobilisations Corporelles | 194 700 | 20 944 | 0 | 215 644 |
| Agencements | 35 960 | 7 519 | | 43 479 |
| Matériel de bureau | 144 502 | 13 424 | | 157 926 |
| Matériel de transport | 14 238 | | | 14 238 |
| Total amortissements | 24 883 812 | 953 253 | 0 | 25 837 065 |

2.2. État des créances

L'ensemble des créances a une échéance à moins d'un an.

2.3. Éléments relevant des entreprises liées

Les montants concernant les entreprises liées sont les suivants :

| Poste | Entreprises avec lesquelles la société a un lien de participation |
|--------------------|--|
| Créances clients | 265 098 |
| Autres dettes | 0 |
| Chiffre d'affaires | 123 437 |

Toutes les transactions effectuées avec les parties liées ont été conclues à des conditions normales de marché.

2.4. Produits à recevoir et charges constatées d'avance

Ces charges et produits sont à échéance à moins d'un an.

2.5. Charges à payer

L'état des charges à payer est à échéance à moins d'un an.

2.6. Capitaux propres

La situation nette a évolué pendant l'exercice comme le présente le tableau ci-dessous.

| | au 01/01/2022 | Affectation | 2022 | au 31/12/2022 |
|------------------------|------------------|-------------|-----------------|------------------|
| Capital | 2 029 729 | | | 2 029 729 |
| Prime d'émission | 1 570 271 | | | 1 570 271 |
| Réserve légale | 110 000 | | | 110 000 |
| Autres Réserves | 0 | | | 0 |
| Report à nouveau | -1 633 155 | -365 368 | | -1 998 523 |
| Résultat de l'exercice | -365 368 | 365 368 | -267 718 | -267 718 |
| Situation nette | 1 711 477 | 0 | -267 718 | 1 443 759 |
| Dividendes | | 0 | | |

Le capital est divisé en 195 037 250 actions de 0,0104 euros chacune.

2.7. État des échéances des dettes

| | Total | à moins d'un an | de 1 a 5 ans | plus de 5 ans |
|-------------------------------------|------------------|------------------|----------------|---------------|
| Découvert bancaire | 552 694 | 552 694 | | |
| Emprunts et dettes financières | 1 395 579 | 1 273 704 | 121 875 | |
| Dettes financières de coproductions | 530 769 | 530 769 | | |
| Dettes fournisseurs | 1 298 540 | 1 298 540 | | |
| Dettes fiscales et sociales | 91 484 | 91 484 | | |
| Dettes à l'égard des actionnaires | 0 | 0 | | |
| Autres dettes | 1 681 | 1 681 | | |
| Total | 3 870 747 | 3 748 872 | 121 875 | |

2.8. Ventilation du chiffre d'affaires

La société a une activité de production audiovisuelle de films d'animation

Pour cet exercice la société a réalisé un chiffre d'affaires hors taxes de 831 475 €.

2.9. Incidences des évaluations fiscales dérogatoires sur le résultat de l'exercice

Néant.

3. Informations complémentaires

3.1. Situation fiscale latente

La situation fiscale latente résulte :

- des décalages dans le temps entre la comptabilité de certains produits dans le résultat fiscal (différences temporaires),
- des impôts à payer sur des éléments de capitaux propres qui, en raison de

dispositions fiscales particulières, n'ont pas encore été soumis à l'impôt sur les sociétés.

Compte tenu de ses déficits fiscaux la société dispose d'une économie d'impôt latente de 1 423 989 € au taux de 25%.

3.2. Rémunération, avances et crédits alloués aux dirigeants

Ces informations ne sont pas communiquées pour respecter la confidentialité.

3.3. Effectif

L'effectif moyen au 31 décembre 2022 est de 5 salariés.

3.4. Engagements de complément de retraite

Compte tenu de l'effectif de 4 permanents, l'engagement de retraite est jugé non significatif.

3.5. Honoraire du commissaire aux comptes

Les honoraires au titre de la mission de contrôle légal s'élèvent à 18 645 € et au titre des services autres que la certification des comptes à 0 €.

3.6. Engagements hors bilan reçus

La société détient un droit à recettes sur la série Gawayn dont elle est coproducteur.

Le Fonds de soutien disponible auprès du CNC au 31 décembre 2022 est de 1 470 615 €.

3.7. Engagements hors bilan consentis

Néant.

3.8. Consolidation

La société est consolidée dans le groupe Mondo TV S.P.A.

3.9. Evénement post-clôture

Néant.

3.10. Evénement significatif de l'exercice

Néant.